

CIBLE

Ken le rouge

Vive Ken Livingstone ! Élu maire de Londres le 4 mai dernier, ce travailliste dissident, mais authentique, a battu à plate couture Franck Dobson, le candidat de la « nouvelle gauche » blairiste qui est arrivé en troisième position derrière le représentant des Conservateurs.

La victoire de Ken Le Rouge est une défaite personnelle pour Anthony Blair qui s'est livré à des manœuvres scandaleuses pour empêcher sa candidature.

C'est une défaite pour le Premier ministre : sa politique ultra-libérale a été désavouée lors des élections municipales, à Londres et dans tout le Royaume-Uni puisque le Labour a perdu 562 sièges.

Pour les peuples du continent européen, l'élection de Ken Livingstone constitue une confirmation et un encouragement.

Elle confirme que les libéraux de gauche, quand ils tirent avantage de la faillite des libéraux de droite, sont systématiquement rejetés lorsqu'il devient clair qu'ils font la politique de leurs adversaires.

Elle montre que la victoire contre tous les libéraux réunis est possible dès lors qu'une personne de conviction et de courage décide d'exprimer l'espérance populaire.

EUROPE

Tocsin pour la Belgique

Changes

La crise de l'euro

p.12

Idées

Simone Weil, l'admirable

p.9

Présence de la dynastie

Le chef de la Maison de France a récemment rappelé la signification de la tradition capétienne et précisé le projet politique qui s'en inspire. Le duc de Vendôme, prince héritier, a effectué un voyage en Louisiane dans le souci de fait valoir la langue et la culture françaises.

Dans un entretien accordé au mensuel *La Une* (1), le comte de Paris a expliqué sa situation de chef de la Maison de France et exposé son point de vue avec une franchise désarmante - en ce sens qu'elle fera tomber maintes préventions à l'égard de la tradition royale dans notre pays.

Ainsi, point de passéisme ni de nostalgies qui ne sont aimables que dans l'univers romanesque : « le but de la royauté est de susciter et de promouvoir une évolution » dit le prince dans une première réponse qu'il reprendra sur un mode plus personnel dans sa conclusion : les rois qu'il admire le plus « sont les rois de transition qui ont accompagné les nécessaires évolutions » - notamment Charles VI et Charles VII, Henri III et Henri IV, mais aussi Louis XVI qui a « préparé » la grande trans-

formation. Cette politique de progrès doit aujourd'hui continuer sous le drapeau tricolore que le descendant de Louis-Philippe veut évidemment conserver.

Le roi qui règne et ne gouverne pas ? Tout est affaire de définition : Staline a gouverné de manière autoritaire, le général de Gaulle de manière démocratique, alors que le concept de gouvernance récemment importé des États-Unis recouvre ce que le prince appelle « une cyber-démocratie totalitaire et mondialiste d'où la démocratie semble exclue ». Face à ce système, « la royauté devient la seule possibilité de sauver la démocratie car le roi est au service des hommes... » alors que la logique libérale est à tous égards ruineuse : « sur le plan économique, la France dilapide son capital au lieu d'en créer » ; « la diminution des déficits ne remplit pas le panier de la ménagère » ;

notre pays s'appauvrit et s'affaiblit au point de devenir « une sorte de sous-préfecture d'une grande puissance ».

Il est donc manifeste que le chef de la Maison de France « refuse le mondialisme, le tout-libéralisme qui contribue à l'enrichissement des plus riches et à l'appauvrissement des plus pauvres » sans qu'il faille pour autant détruire la liberté des échanges marchands. Aussi le prince souhaite-t-il que l'État réaffirme sa souveraineté et mène une politique active afin que la dynamique économique soit effectivement relancée. Tel est le projet qui s'annonce, celui, modernisateur, de ce qu'on appelait déjà au XIX^e siècle la monarchie tricolore.

Le prince Jean de France a quant à lui effectué un voyage en Louisiane, où il était officiellement invité, et qu'il a raconté à notre confrère *Point de Vue* (2). Très soucieux de l'avenir de la langue et de la

culture françaises, le prince héritier a été heureux de constater l'attachement des habitants de la Louisiane pour notre pays. Ainsi à la Nouvelle-Orléans, dans le pays Cajun (où le français était officiellement interdit jusque dans les années soixante) et chez les Indiens Houmas : « Depuis trois siècles, cette tribu qui compte 17 000 membres, continue à parler le français. Lorsque les Indiens ont été déportés au XIX^e siècle, les Houmas se sont réfugiés dans les marais de Louisiane où ils ont vécu à l'écart du monde pendant près de cent ans. On les a redécouverts au début des années cinquante ».

L'affirmation de l'identité culturelle dans la fidélité à la culture française s'accompagne d'une volonté de développement économique. « La Louisiane, observe Jean de France, est un État pauvre par rapport aux autres États américains. Le gouvernement fait beaucoup d'efforts pour inciter les entreprises étrangères à s'implanter. Les sociétés françaises sont particulièrement bienvenues ».

Envisager la culture et l'économie comme deux aspects étroitement liés d'un même développement général : telle est en effet la bonne méthode.

Jacques BLANGY

(1) *La Une*, n° 40, mai 2000. On trouvera le texte complet de l'entretien sur le site internet de l'Institut de la Maison Royale de France à <http://royaute.ifrance.com>

(2) *Point de Vue*, 26 avril 2000. Les citations du prince Jean sont tirées de l'entretien réalisé par Vincent Meylan.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN
SOMMAIRE : p.2 : Présence de la dynastie - p.3 : Hypocrisie plurielle - Sorcière - p.4 : Trichet - Nous avons le regret de vous faire part - p.5 : Le Londonistan - p.6/7 : Tocsin pour la Belgique - p.8 : Projets pour l'Europe - Modérer l'absolutisme - p.9 : Simone Weil, l'admirable - p.10 : Crépuscule d'un géant - Quand tombe le masque - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'europeisme en agonie.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Hypocrisie plurielle

Sur le vote des résidents étrangers aux élections locales, sur les « nouvelles régulations » économiques, les textes adoptés par l'Assemblée nationale montrent que la politique gouvernementale se réduit de plus en plus à des effets d'annonce.

Étrange situation. La coutume veut qu'un gouvernement désavoué soit chargé d'expédier les affaires courantes. Or le gouvernement Jospin, qui n'a pas été renversé par une majorité de députés, se charge lui-même d'expédier... les expédients courants. Éprouve-t-il un tel sentiment d'invincibilité qu'il se croit autorisé à faire n'importe quoi, et même à ne rien faire ?

Mystère et boule de gomme. Mais il est clair que plus personne n'est dupe de son inaction - à commencer par les députés de la majorité plurielle qui entérinent sans y croire des textes de loi destinés à figurer dans le bilan du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Prenons deux exemples, en ce début de la « nouvelle donne » jospiniste.

Commençons par le vote des résidents étrangers aux élections locales : nous avons défendu ce projet et mené maintes campagnes en sa faveur. C'est donc avec un écoeurement tout particulier que nous avons assisté au

récent tour de passe-passe parlementaire : avant même qu'elle soit discutée à l'Assemblée, la presse annonçait que la proposition ne serait pas présentée devant le Sénat, le gouvernement étant décidé à ne rien faire pour qu'elle prenne force de loi.

Le texte présenté par les Verts a donc été voté par la « majorité plurielle » aux fins d'enterrement immédiat. Ainsi tout le monde est content : la droite, hostile par principe, les Verts qui ont fait semblant de pousser un dossier dans le bon sens, les socialistes, qui ont fait un geste sans se compromettre, et le gouvernement qui a fait plaisir à sa majorité sans qu'on puisse lui reprocher de pactiser avec le prétendu « lobby de l'immigration ». Il va sans dire que personne n'a songé une seconde que cette manœuvre misérable est profondément blessante pour les étrangers non-européens, une fois de plus utilisés dans des tactiques sordides. Une fois de plus la gauche a tenu promesse, mais dans la forme seulement : la gauche a la main sur le cœur et le cœur sur la main, mais elle n'a pas de mains.

Poursuivons avec le projet de loi sur les « nouvelles régulations ». L'idée avait été lancée avec fracas à la rentrée de septembre, au moment où le gouvernement annonçait la « deuxième étape » de son

action, qui a abouti au remaniement forcé du gouvernement et qui a été remplacée par la « nouvelle donne ».

A l'époque, certains ont cru ou fait semblant de croire que Lionel Jospin se rapprochait des thèses néo-keynésiennes de l'École de la régulation et revenait à la classique maîtrise politique des mouvements erratiques du marché. Comme toujours en bonne méthode jospinienne, le message « interventionniste » fut immédiatement contrebancé par une précision libérale : il s'agissait d'une régulation à l'anglo-saxonne qui consiste, pour l'État, à assurer le fonctionnement harmonieux du marché.

De fait, le projet présenté aux députés n'a comporté que des mesures minimalistes portant sur la transparence de certaines opérations financières, sur les relations entre les petits producteurs et la grande distribution et sur la lutte contre le blanchiment des capitaux maffieux. Laurent Fabius n'est même pas monté à la tribune pour défendre le texte gouvernemental, et les députés de gauche ont eux-mêmes signifié qu'on se moquait du pauvre monde en votant contre le projet de loi (le M.D.C.), en s'abstenant (les communistes et les Verts) ou en ne prenant pas part au vote (quinze députés socialistes) tandis que beaucoup de ceux qui votaient le texte par discipline confiaient à la presse leur déception.

Le gouvernement espère-t-il tenir deux ans avec des pirouettes et des dérobades ?

Yves LANDEVENNEC

Sorcière

Pendant que les responsables politiques discutent paisiblement des avantages comparés du conservatisme libéral et du social-libéralisme, certains cercles d'intellectuels parisiens sont en proie à des pulsions haineuses.

Le phénomène est banal dans notre histoire. Il n'en est pas moins inquiétant puisqu'il évoque les violences verbales inouïes des années trente, qui annonçaient ou couvraient de réels et terribles affrontements. Du moins, en cette période sombre, les batailles polémiques se livraient entre journaux militants et entre groupes constitués.

Aujourd'hui nous assistons, médusés, à des campagnes menées dans les médias par de petits groupes de pression contre des écrivains et des journalistes faiblement soutenus qu'on cherche à disqualifier, à intimider, et finalement à faire taire. La guerre civile dans l'ancienne Yougoslavie sert de toile de fond à ce déchaînement d'intolérance, et depuis un an le Kosovo est le prétexte de cette chasse aux sorcières.

Régis Debray a été et demeure victime de ces agressions. Et voici que notre consoeur Elisabeth Lévy, journaliste à *Marianne*, est traitée de manière infamante par des procureurs autoproclamés. Alors qu'elle cite (*Le Débat* n° 109) des chiffres donnés par le Tribunal pénal international et des rapports officiels que nul ne conteste, Elisabeth Lévy est suspectée de pétainisme et accusée de « révisionnisme ». Ne laissons pas salir et insulter une femme qui fait librement son métier de journaliste - lequel implique la liberté de critiquer.

Sylvie FERNOY

**Avez-vous
pensé à
répondre à
notre appel
à l'aide ?**

Trichet

Aie ! Dans le scandale du Crédit Lyonnais, voici Jean-Claude Trichet mis en examen pour « diffusion de fausses informations au marché » et « présentation et publication de comptes sociaux inexacts ».

Quand on pense aux innombrables souffrances provoquées par le rigorisme de ce niais sentencieux, la tentation est grande d'applaudir des deux mains. On s'en gardera. D'abord parce que le gouverneur de la Banque de France est présumé innocent. Ensuite parce que l'éviction du personnage ne changerait rien à la gestion monétaire : à sa place, le premier imbécile venu fera l'affaire.

Hélas, nous craignons les réactions des moralistes de la bonne presse. Les intégristes de l'investigation, redoutablement entraînés par la longue traque de Roland Dumas, vont probablement apporter au public et aux juges des preuves accablantes : chaussures payées avec une carte de crédit syldave, liaisons troublantes (Jean-Claude T. a-t-il rejoint Wim D. dans le Paris-Francfort le 1^{er} avril dernier ?), appartement loué par un pompiste texan pour des soirées de débauche - marquées notamment par la diffusion de bandes vidéo clandestines (*La Banque mondiale à nu*, *La Roupie en chaleur*, *Yen à quatre*). On attend aussi un livre de révélations croustillantes de Margaret Thatcher : « Une éducatrice anglaise au royaume du franc ». Pour plus de détails, nous renvoyons nos lecteurs aux prochaines éditions du *Monde*. Ici, on ne mange pas de ce pain là.

Annette DELRANCK

Nous avons le regret de vous faire part...

Le service public est mort. La notion est cliniquement morte. Le sommet de Lisbonne a chargé les gouvernements de se débarrasser du corps. Jospin joue les croque-morts, mais c'est le peuple français qui s'en mordra bientôt les doigts !

De même que France Télécom, EDF, GDF ou Air-France, la Poste est privatisée de fait. Le processus a commencé dès le milieu des années 80, avec la création de Chronopost.

Comme dans toute privatisation, il y eut des rapports alarmants qui conclurent aux nécessaires adaptations pour faire face à une concurrence inéluctable. Celui du sénateur RPR Gérard Larché qui déclara doctement : « *La Poste est mortelle* » (1). En conséquence de quoi il proposa le fourre-tout habituel : alliances internationales, développement des compétences financières, suppression de bureaux et, innovation incontestable, création d'un timbre européen unique.

Sinon, la privatisation de la Poste s'est faite selon les recettes habituelles. De hauts fonctionnaires, la tête farcie d'ultra-libéralisme, vident peu à peu de sa substance le service public : privatisation des services rentables via des filiales de statut privé (la Poste en gère neuf au sein d'un holding financier, la Sofipost), la tarification excentrique pour faire sérieux, externalisation de l'entretien (celui des 56 000 véhicules va être confié cette année à des sociétés privées et Chronopost fait appel à 500 sous-traitants !),

généralisation de la précarisation et incitation à adopter le statut privé (sur 280 000 agents, 60 000 emplois sont contractuels dont 7 % seulement sont à temps complets), adoption du modèle privé de gestion qui présente le coût du service public comme une aberration, d'où le chantage fait aux collectivités locales : payez ou nous partons. Et, bien entendu, le fin du fin : mise en cause des fonctionnaires accrochés à leurs avantages acquis.

Mais à quoi bon décrire en détail le processus de démantèlement de chaque service public et surtout de le déplorer, puisqu'il découle très logiquement de la construction européenne ?

Juridiquement, le cadre est posé depuis longtemps et d'autant plus sûrement qu'une révolution juridique a eu lieu. Désormais « toute norme communautaire prime sur une loi nationale » (2). Le Conseil d'État l'écrivit dès 1994 : « Plus s'affirme l'évidence que le droit français [...] est désormais voué à s'élaborer, dans une très large proportion sous l'influence communautaire [...] plus il est clair que l'avenir de la notion de service public est [...] compté ».

Sur le plan économique, la chose est entendue puisque le principe de libre concurrence

est un fondement de l'Union et que la réduction des dépenses publiques est un critère incontournable pour les gouvernements.

Sur le plan politique, tous les gouvernements (de droite comme de gauche) ont souscrit dans le cadre de l'Union européenne, traité après traité, sommet après sommet, à la libéralisation des services publics. Le dernier sommet de Lisbonne (3) a en quelque sorte classé l'affaire, les gouvernements s'engageant à en finir au plus tôt avec ce qu'il en reste. La Commission européenne rédige donc des directives que les parlements nationaux « transcrivent » en droit français. Ainsi les directives ayant été adoptées pour les activités postales, l'électricité et le gaz, il est absurde de déplorer la « dégradation » du service public.

Toute résistance ayant donc cessé, y compris du côté des grandes centrales syndicales qui « ne se cantonnent plus dans une opposition absolue aux évolutions décidées par les instances européennes mais veulent être désormais des forces de propositions » (4), commenter la liquidation du service public ne présente donc plus aucune utilité. Poser les conditions intellectuelles, politiques et stratégiques de la réhabilitation du service public est désormais la seule démarche sensée pour rassembler la vraie résistance.

Nicolas LUCAS

- (1) publié le 23 octobre 1997.
(2) Lire dans *Royaliste* n° 741 l'article d'Yann Kergloff.
(3) Voir *Royaliste* n° 747, l'article de Sylvie Fernoy.
(4) *Le Monde*, 24 mars 1998.

Le Londonistan

L'annonce du déclin de l'islamisme n'est pas une nouveauté pour les lecteurs de *Royaliste* (1). Mais ce qui se prépare pour prendre sa place ne va pas de soi.

Le succès des réformateurs en Iran, la mise à l'écart de l'idéologue Hassan Tourabi au Soudan, l'élection d'un ouléma modéré à la tête de l'Indonésie, la succession tranquille des trônes marocain et jordanien, sont de nature à rassurer. Le paradoxe de l'islamisme est néanmoins que son déclin sort de son succès même. La guerre d'Afghanistan a été perdue par l'URSS mais les taliban, soutenus par le Pakistan et l'Arabie saoudite, sont installés à Kaboul. La guerre du Golfe a été perdue par l'Irak et gagnée par l'Arabie saoudite. Dans les deux cas, certes, l'Iran a été perdant. L'islamisme périclité sur lui-même. Gilles Kepel, qui à la veille de la guerre du Golfe, donnait toutes leurs chances aux islamistes (2), confesse neuf ans plus tard son erreur dans un livre qui fait le bilan fort honnête du dernier quart de siècle (3).

Impressionné hier par leurs écrits révolutionnaires, il l'est tout autant aujourd'hui par leurs accents libéraux. Les mêmes, « déçus de l'islamisme », impriment à Londres (où se côtoient exilés, immigrants, réfugiés, journalistes et banquiers, même en

provenance des pays francophones), des textes à la gloire des droits de l'Homme (et de la femme), de la démocratie et surtout de l'économie de marché. Ce « Londonistan », centre de l'islamisme en perdition comme il le fut de l'arabisme au temps de Lawrence et de son rêve de « royaume arabe », préfigure-t-il le monde musulman de demain comme il lui avait donné le ton à la fin des années 80 avec la condamnation des « Versets sataniques » de Salman Rushdie, dénoncé comme on s'en souvient par la communauté pakistanaise de Bradford dans les Midlands ?

Derrière les médias et les financiers arabes ou indo-pakistanaïses voire malais, de Londres, faut-il voir à nouveau se profiler « l'Islamérique » dénoncé en toute circonstance par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz ? Mais est-ce la même chose de soutenir les maquis afghans, les imams wahabites, les généraux turcs ou pakistanais, que de flirter avec des islamistes maghrébins modérés, de conclure des contrats avec des financiers saoudiens ou de chercher à renouer avec les réformateurs iraniens ? Pourquoi faire une généralité de contacts aussi diversifiés au sein d'une nébuleuse aux contours si imprécis ? La stratégie américaine, tiraillée entre des pressions contradictoires, a beaucoup fluctué. Désormais, si la question est moins d'opposer reli-

gieux et laïques que de les combiner, les modèles sont peut-être recherchés plus du côté des libéraux anglosaxons, au besoin via Tocqueville, que du côté d'une France désespérément jacobine. Pourtant là aussi, les progrès de l'intégration donnent à réfléchir au Maghreb mais aussi au Liban ou demain en Syrie, ainsi qu'en Iran.

Gilles Kepel passe sous silence les successions ouvertes d'Assad et d'Arafat, au coeur du conflit israélo-arabe, et celle du roi Fahd qui engage l'avenir du « vainqueur » régional, pourtant si fragile, l'Arabie saoudite. Il n'est pas sûr qu'elles soient aussi pacifiques que celles des rois Hassan du Maroc ou Hussein de Jordanie. Le monde musulman nous réserve encore quelques surprises. Pas plus que nous n'avons été dupes hier d'un discours anti-occidental, nous ne nous illusionnons aujourd'hui sur le discours pro-occidental des intellectuels du « Londonistan » qui recherchent, écrit Kepel, une alliance avec la société civile séculière « qui leur permette de se recycler avec le minimum de pertes dans le grand marché de la mondialisation ». Dans ces conditions, que reste-t-il de l'Islam lui-même ?

Yves LA MARCK

- (1) J'ai retrouvé un article que j'ai publié à *Royaliste* (n° 601) il y a tout juste sept ans en mai 1993 sous le titre : « *L'islam à la baisse* ? ».
(2) En particulier dans un livre « *La revanche de Dieu* » paru en janvier 1971. Voir l'entretien avec l'auteur paru dans *Royaliste* n° 574.
(3) Gilles Kepel - « *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* » - Gallimard - prix franco : 152 F.

BRÈVES

♦ **ALBANIE** - Le roi Leka 1^{er} d'Albanie envisage de quitter l'Afrique du Sud, où il vit en exil avec sa famille depuis 1970, pour s'installer dans un pays proche de l'Albanie ce qui lui permettrait d'être en contact plus étroit avec ses partisans. Il espère d'autre part que les prochaines élections donneront au Parti de la Légimité d'Albanie (monarchiste) un poids suffisant pour qu'il puisse revenir habiter son pays natal. Le roi était revenu en Albanie en 1997 pour participer à la campagne du référendum sur la monarchie. Il est aujourd'hui sous le coup d'une condamnation à trois ans de prison pour avoir organisé, à l'époque, une manifestation, non autorisée, de protestation contre les résultats, truqués selon lui, de ce référendum.

♦ **IRAN** - Le fils aîné du chah d'Iran, Reza Pahlavi, âgé de 39 ans, héritier de la couronne, vit en exil depuis vingt ans aux États-Unis. Dans un intéressant entretien accordé à *Point de Vue* il explique ses buts et son action. « *De par ma position d'héritier dynastique, je suis une personnalité importante de la vie politique iranienne. Je peux servir d'élément catalyseur en invitant toutes les composantes de la société iranienne à se rassembler, au-delà des partis et des idéologies, pour avancer sur la voie du rétablissement de la démocratie* ». Grâce à son site internet (<http://www.rezapahlavi.org>), très fréquenté, il peut s'adresser aux Iraniens : « *Si Khomeyni a réussi à propager ses idées en Iran clandestinement à la fin des années 70 avec des cassettes enregistrées, il sera vaincu grâce à internet* » déclare-t-il.

♦ **YUGOSLAVIE** - Après une première réunion en décembre à Budapest, des représentants des partis démocratiques serbes et monténégrins ainsi qu'un certain nombre de personnalités représentatives se sont réunis, à l'invitation du prince Alexandre de Yougoslavie, à Athènes. A l'issue de leurs travaux, ils ont rendu publique une déclaration approuvée à l'unanimité réclamant, entre autre, la tenue d'élections démocratiques sous contrôle international. Les participants ont également envisagé de créer une structure permanente, le Conseil des Forces démocratiques de Serbie, dont la présidence serait confiée conjointement au prince Alexandre et au Patriarche serbe. Cet organisme aurait pour tâche d'aider l'opposition démocratique à harmoniser ses décisions stratégiques importantes et faire cesser ses disputes internes.

♦ **MAROC** - Lors de la séance d'ouverture des travaux du Conseil supérieur de la Promotion nationale et du Plan, le roi Mohammed VI, après s'être félicité du développement du secteur associatif « *facteur important et acteur dynamique d'un développement basé sur la participation effective de la population* », a de nouveau appelé à lutter contre les dysfonctionnements de la bureaucratie administrative « *un des plus grands facteurs qui handicape le développement* » et sont cause « *de l'indifférence des citoyens à l'égard des affaires* ».

Pensez à la souscription !

Voir p. 11

Tocsin pour la Belgique

Francophone des Flandres, natif de Gand, journaliste et écrivain, Luc Beyer de Ryke a présenté pendant dix-huit ans le journal télévisé de la Radio-Télévision Belge Francophone avant de devenir parlementaire européen. Dans l'entretien que ce grand ami de la France a bien voulu nous accorder, nos lecteurs retrouveront une nation qu'ils ont appris à connaître et à aimer grâce à ses rois et ses reines, et qui joue en Europe un rôle décisif et pourtant mal apprécié : l'existence de la Belgique est une des conditions de l'équilibre européen et de l'unité de notre pays.

■ **Royaliste : Quelle est la genèse de ce livre ?**

Luc Beyer de Ryke : J'étais allé parler dans une réunion souverainiste française, mais je n'ai pas dit ce qu'on attendait de moi. Contrairement à certains Belges francophones, d'ailleurs très minoritaires, je ne pense pas que l'éclatement de la Belgique soit souhaitable. Dans cette assemblée souverainiste, j'ai donc incité les Français à s'attacher à leur nation sans pour autant tomber dans un nationalisme excessif - qui impliquerait la dissolution des nations voisines. Je suis francophile, mais je ne prêterai pas la main à une entreprise de dissociation de mon pays. Je le dis en tant que Belge, mais je crois aussi que détruire la Belgique serait rendre un très mauvais service aux autres pays européens.

■ **Royaliste : Vous dites même que ce serait un « souffle au cœur pour l'Europe ».**

Luc Beyer de Ryke : Si la Belgique éclate, ce sera un incitant à tous les régionalismes nationalistes. Je pense à la Ligue lombarde, aux mouvements nationalistes basques et catalans. Lorsque j'étais parlementaire européen, j'observais déjà que la Volksunie, parti nationaliste flamand, servait de relais pour les autonomistes basques, corses et alsaciens. C'est toujours le cas. L'éclatement de la Belgique provoquerait donc de sérieuses difficultés en France.

■ **Royaliste : Quelle est la trame de votre livre ?**

Luc Beyer de Ryke : Au gré des souvenirs, j'ai voulu raconter le roman de la Belgique, de la première guerre mondiale jusqu'au 1^{er} janvier de l'an 2000. C'est un récit qui explique la distanciation entre nos communautés. Je survole le problème de la collaboration et la Question Royale, la perte du Congo, la question scolaire, la manière dont la frontière linguistique a été figée, l'éclatement de l'Université de Louvain, les « affaires » et je termine par un chapitre sur la monarchie. J'ai mêlé à ce récit des souvenirs et des impressions personnelles.

J'espère que mon livre permettra aux Français - je pense plus précisément aux dirigeants politiques et aux journalistes - de mieux connaître mon pays. Je dois dire que leur ignorance me choque. Trop de ceux qui prétendent bien connaître la Belgique affirment qu'il n'y a aucune différence entre mon pays et la France - ce qui est faux - ou vont jusqu'à le comparer à la Yougoslavie ce qui est absurde. Les Fourons ne sont pas le Kosovo !

■ **Royaliste : Quelles différences majeures voyez-vous entre la Belgique et la France ?**

Luc Beyer de Ryke : Il faut bien se dire que l'État belge est une création récente puisqu'il date de 1830. Cepen-

dant, on ne peut soutenir que la Belgique ne lui préexistait pas, mais sous divers pouvoirs. Nous avons connu les Flandres françaises, et ce qui est un paradoxe, Liège, où le 14 Juillet est la véritable fête nationale, qui a appartenu au Saint Empire... Il y eut ensuite la période bourguignonne. Elle est ambiguë puisque les Bourguignons sont des princes français mais ennemis de la France. Je suis moi-même un Bourguignon, descendant de ceux qui ont livré Jeanne d'Arc aux Godons ! Ce n'est pas de cette « gloire » là que je me prévaudrai. Enfant - j'avais douze ans - j'ai choisi comme exercice d'élocution de raconter Jeanne d'Arc à mes petits camarades. Dès lors c'est ailleurs que j'irai trouver mon héritage bourguignon. Il a heureusement des pages plus belles et plus nobles à offrir.

Après la Bourgogne, il y a eu l'Espagne, puis l'Autriche (période heureuse pour nos provinces) puis la période française de la Révolution dont nous n'avons pas gardé un bon souvenir ; la période impériale a divisé les Belges, qui ont servi dans d'égales proportions dans la Grande Armée et dans les armées néerlandaises. Enfin, la période hollandaise a provoqué la Révolution de 1830 car, pour la première fois, les provinces belges étaient dominées par une puissance à peine plus grande qu'elles.

■ **Royaliste : Une autre différence ?**

Luc Beyer de Ryke : Vous savez que l'État belge est le fruit de la volonté des Anglais appuyés par Talleyrand. Ce qui fait que les Français et les Belges n'ont pas la même approche en ce qui concerne l'Angleterre. Malgré les deux guerres mondiales, l'Anglais reste dans votre mémoire comme l'ennemi héréditaire. En Belgique, la francophilie s'accompagne sans aucune difficulté d'anglomanie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Belges combattaient dans les unités anglaises et ce fait reste marquant.

■ **Royaliste : Comment envisagez-vous la question de l'unité de la Belgique ?**

Luc Beyer de Ryke : Notre histoire est celle d'un pays très fragmenté. La Belgique de

1830 était gouvernée par des élites francophones, en Flandres comme en Wallonie. J'appartiens moi-même à la bourgeoisie libérale francophone des Flandres. Pendant la Grande Guerre, on disait que sur le front de l'Yser les soldats belges étaient commandés en français et mouraient en flamand. Il naît à ce moment deux mouvements flamands : le parti du Front, et en zone occupée un Conseil de Flandre soutenu par les Allemands. C'est d'ailleurs l'occupant qui crée l'université flamande à Gand. Entre les deux guerres, l'Allemagne aura une « *flamenpolitik* », une politique flamande qui consistera à diviser la Belgique en encourageant le nationalisme flamand qui comprend alors trois composantes : le V.N.V (Vlaams Nationaal Verbond), parti puissant qui

visait la création d'un État national flamand et qui est l'ancêtre de l'actuelle Volksunie ; De Vlag (l'Étendard) qui est national-socialiste et milite pour l'intégration de la Flandre au Reich allemand ; et le « Verdrinaso » (Ligue des Solidaristes Thiois) qui était dirigé par Joris Von Severen, un homme intellectuellement intéressant qui poursuivait le rêve d'une réunion des dix-sept provinces des Pays-Bas. Il a été arrêté en 1939, envoyé en France et abattu à Abbeville par des gendarmes français ivres : d'une certaine manière on peut le considérer comme le « père » du Benelux de l'après-guerre, mais sous une forme cette fois démocratique. Telles étaient les fragmentations du côté de la Flandre.

■ **Royaliste : Et le parti patriote belge ?**

Luc Beyer de Ryke : Il n'était pas non plus uni. Il faut saisir toute la gravité de la « question royale » posée par l'attitude du roi Léopold pendant la Seconde Guerre mondiale. On ne peut reprocher au roi d'avoir capitulé, mais il a commis une immense erreur d'appréciation en croyant pouvoir jouer, comme son père, une carte belge. Mais le roi Albert combattait à la tête de ses soldats, alors que le roi Léopold ne maîtrisait plus rien. Le roi a voulu rester avec son peuple, ce qui n'est pas sans noblesse, mais il a rencontré Hitler en croyant que le

Führer réserverait un sort particulier à la Belgique. C'était là une illusion, mais le Roi n'est cependant pas comparable au maréchal Pétain : Léopold n'a pas collaboré, et il n'y a pas eu de gouvernement belge sur le sol occupé, mais les Flamands prisonniers ont été libérés au bout de trois semaines (toujours la *Flamenpolitik*) alors que les Wallons ont passé toute la guerre dans les stalags et les oflags. Telle est l'origine de la « question royale », aggravée par le fait que le roi s'est remarié, avec une roturière, pendant la guerre, alors qu'une partie de ses soldats demeuraient prisonniers et privés de leur foyer - ce qui a scandalisé le peuple.

Finalement, la consultation populaire a donné une majorité pour le roi, mais Bruxelles disait non (51,8 %) de même que la Wallonie (58 %) alors que la Flandre disait oui à 73 %. C'était fini pour le roi Léopold, qui est parti après une période de violente agitation. Le prince royal, a prêté serment et la monarchie est redevenue populaire comme nous avons pu le constater lorsque le roi Baudouin est mort. Incontestablement, la Belgique s'est retrouvée à ce moment-là.

■ **Royaliste : Qu'en est-il, aujourd'hui, de la monarchie ?**

Luc Beyer de Ryke : Beaucoup attendaient le prince Philippe, mais il ne semblait pas encore prêt et il n'était pas encore marié. Le roi Albert, quand il était prince, avait été l'ambassadeur de la Belgique. Il avait parcouru le monde à la tête de missions économiques et bénéficiait ainsi d'une grande expérience. Ce fut donc Albert.

Le roi est apprécié. Il y eut une inquiétude lorsque l'existence d'une Mazarine belge a été révélée par un jeune auteur qui a consacré un ouvrage à la reine Paola. Il ne semble pas que cette révélation soit le fruit d'une manœuvre de nationalistes flamands. Quelle que soit l'intention, l'affaire s'est réduite à quelques jours d'agitation médiatique. Les « joyeuses entrées » de Philippe et de Mathilde ont été très populaires, et leur mariage a été un moment de bonheur pour le pays. On a dit qu'il n'y avait pas beaucoup de

monde dans les rues, mais neuf millions de téléspectateurs belges ont regardé la cérémonie à la télévision... et plusieurs millions de Français.

Il y a là un énorme changement. Pensons aux scandales financiers, et surtout au profond traumatisme provoqué par l'affaire Dutroux qui a été le révélateur du « dysfonctionnement » des institutions belges : cette abominable affaire a montré la carence du système politique, de l'organisation policière. Dans cette ambiance de dislocation de l'État le mariage de Philippe et de Mathilde a été le signe d'une embellie.

Par ailleurs, les élections ont entraîné un bouleversement politique puisque les sociaux-chrétiens sont exclus du gouvernement alors que 1881 et 1999, ce parti a été absent du pouvoir seulement pendant six années. Ce qui montre que la Belgique n'a pas connu pendant plus d'un siècle de véritable alternance. Aujourd'hui, nous avons un gouvernement composé de libéraux, de socialistes et d'écologistes. L'opposition comporte les sociaux-chrétiens francophones, et surtout les sociaux-chrétiens flamands qui sont de fait associés au Vlaams Blok même s'ils s'efforcent, difficilement, de s'en distancier. L'atmosphère politique du pays a changé, de manière positive. Je continue à sonner le tocsin pour la Belgique, mais ce n'est pas le requiem. L'alerte demeure, mais il y a une approche différente des problèmes communautaires : on ne s'insulte plus, le ministre-président wallon participe à la fête de la communauté flamande, et son homologue fait de même le jour de la fête wallonne. Ce qui était impensable il y a un an. La création de l'État flamand était programmée pour 2002, pour l'anniversaire de la Bataille des Éperons d'or (1302) qui vit la défaite des chevaliers français.. Il n'en est plus question. Je n'ose dire que la Belgique est sauvée, mais mon pessimisme s'est transformé en un optimisme modéré.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Luc Beyer de Ryke - « Tocsin pour la Belgique » - Éd. de Guibert - Prix franco : 110 F.

Projets pour l'Europe

Dénonçant une Europe fictive dans sa construction, mais effectivement soumise à l'hégémonie américaine, Michel Bugnon-Mordant ose repenser la démocratie et nous invite à reprendre le projet de confédération européenne.

Voici un livre courageux, et de plusieurs manières.

La première consiste à prendre tranquillement place sur le banc d'infamie - à ce qui est désigné comme tel par le tribunal de la bienséance - et à expliquer posément ce qui lui vaudra d'être condamné à l'ensevelissement sous une chape de plomb. Michel Bugnon-Mordant a en effet l'audace de dire que l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie n'a rien sauvé ni résolu dans les Balkans - au contraire - et constitue pour l'Europe un suicide collectif alors que les partisans de l'intervention militaire voyaient dans les « frappes aériennes » un acte fondateur de l'unité politique européenne.

Étrange « politique », qui consiste à s'aligner sur l'hégémonie américaine et à ingérer l'idéologie propre à l'empire d'Outre-Atlantique.

La deuxième forme de courage consiste à proposer de nouvelles orientations politiques, et à le faire de façon si précise que cela ressemble fort à un programme. C'est heurter de front l'opinion dominante selon laquelle « nous n'avons pas le choix » - donc pas d'autre choix que la soumission à la « République impériale » et à la tyrannie des marchés. Contre cette attitude démissionnaire, Michel Bugnon-Mordant propose la refondation d'une démocratie authentiquement politique, renouant avec notre tradition

historique de l'État et de la nation. Quant à l'Europe, il appelle à une « révolution confédérale » précisément décrite dans ses structures et dans son projet.

Ces conceptions sont trop proches des nôtres pour qu'il soit nécessaire de les expliciter. En revanche, plusieurs points méritent d'être discutés. Sans contester la crise de la citoyenneté, on peut s'interroger sur les méthodes de sélection que propose Michel Bugnon-Mordant pour revitaliser la démocratie : critiqués à juste titre, les partis politiques sont porteurs de traditions politiques qu'ils ont à redécouvrir et à faire revivre, et peuvent redevenir des écoles de civisme tout en assumant leurs responsabilités représentatives et gouvernementales.

Remarquons d'ailleurs que la crise des partis n'a pas favorisé une « nouvelle citoyenneté », mais au contraire de puissantes organisations corporatives comme le Medef et la CFDT. Enfin et surtout, je ne vois pas pourquoi il faudrait souhaiter une nouvelle Constitution, dont Michel Bugnon-Mordant propose une esquisse précise, alors qu'il suffit selon nous d'aller jusqu'au terme de la logique monarchique du texte de 1958. Sur ces points, et sur quelques autres, nous sommes prêts au débat.

Maria DA SILVA

(1) Michel Bugnon-Mordant - « Sauver l'Europe » - L'Âge d'Homme,

Modérer l'absolutisme

A l'encontre des oppositions simplistes, Ran Halévi nous invite à penser la modération dans le cadre de la monarchie absolutiste, et montre comment toute politique modératrice fut récusée après l'échec des monarchiens.

L'article que Ran Halévi a consacré à l'histoire de la modération (1) est de ceux qu'il ne faut pas manquer. Bien entendu, ceux qui iraient y chercher des arguments pour justifier ou dénigrer la monarchie d'Ancien régime en seront pour leur frais. Il s'agit ici de saisir les subtiles relations entre pouvoirs et puissances dans l'État royal, et de comprendre la fine dialectique des légistes - et des philosophes politiques à l'âge classique.

Sur ces sujets mille fois examinés, les récits idéologiques marquent encore nos souvenirs. Il est temps de rafraîchir notre mémoire. A la belle image réactionnaire d'un pouvoir royal trouvant ses limites dans une France « hérissée de libertés », à la perspective révolutionnaire d'un roi-tyran voué à succomber, tel Goliath, sous les assauts des combattants de la Liberté, Ran Halévi oppose simplement une nouvelle méthode d'enquête historique. Elle consiste à envisager la théorie et la pratique de la modération à l'intérieur du système de l'absolutisme monarchique, comme principe « travaillant » négativement une royauté de moins en moins assurée d'elle-même - jusqu'à ce que la pensée modératrice s'impose dans les premiers moments de la Révolution avant de disparaître avec la monarchie constitutionnelle.

Pour étayer sa recherche, Ran Halévi a repris toute la

question des parlements et relu des oeuvres majeures. Celles trop peu connues de Claude de Seyssel et de Jacob Nicole Moreau. Mais surtout celle de Montesquieu, monument célèbre mais peu visité. *L'Esprit des lois* a été réduit à quelques formules par des générations de constitutionnalistes, alors que cet ouvrage souvent énigmatique a engendré au XVIII^e siècle deux formes de radicalisme politique : celle des parlements cherchant à refréner l'absolutisme, celle des monarchiens qui voulaient détruire l'Ancien régime et abaisser le pouvoir monarchique au profit d'un nouvel équilibre des institutions que le monarque constitutionnel aurait assuré.

L'échec des monarchiens puis la chute de la monarchie entraînent la perte de pensée modératrice. Ce ne sont pas seulement les modérés qui sont pourchassés, c'est l'idée même de modération qui devient odieuse, c'est l'attitude modérée qui devient suspecte, c'est le modérantisme qui devient criminel. Voilà qui remet en question la thèse selon laquelle la Révolution aurait effectué un transfert de souveraineté du roi à la nation : la logique de l'absolutisme royal, qui porte et supporte la modération, serait-elle radicalement opposée à la logique de l'absolutisme jacobin ?

Régine JUDICIS

(1) Ran Halévi, « La modération à l'épreuve de l'absolutisme », Revue *Le Débat*, n° 109, mars-avril 2000.

Simone Weil, l'admirable

S'il est une philosophe « décalée » par rapport à son siècle et à notre époque, c'est bien Simone Weil. La plupart des idéologies qui ont cours aujourd'hui lui feraient une souveraine horreur. Rien ne lui serait plus étranger qu'une civilisation de type hégémoniste et consummatrice, et il y a fort à parier qu'elle rejetterait avec la dernière énergie l'idolâtrie de la modernité.

Dans quel courant d'idées pourrait donc se reconnaître cette Antigone qui n'a jamais pu supporter ce qui n'était pas du côté de l'absolu ? Elle vomirait la frivolité contemporaine et le consensus libéral-libertaire. C'est dire à quel point elle nous est nécessaire et pourquoi il faut la relire pour se mettre à l'école de son impatience.

Je l'ai relue l'été dernier, profitant de l'excellent choix de ses textes réunis dans un volume de la collection Quarto (1). J'étais alors dans une recherche sur la philosophie de l'amour et elle m'apportait les formules les plus radicales d'un amour qui brûle toute impureté et qui ne peut donc qu'être mystique. Admiratrice passionnée de l'inspiration occitane, elle communiait profondément avec le goût de l'impossible chanté par les troubadours, au point de ne pas cacher son attrait pour un certain esprit cathare. On aurait tort de s'en offusquer, tout comme des réserves (et ce sont plus que des réserves !) qu'elle adressait à l'Ancien Testament de ses Pères ! Cette fille d'Israël n'était que feu dévorant et sa course si tôt interrompue ne pouvait la mener que là où l'humanité atteint son sommet.

Très tôt, Philippe de Saint Robert a connu cette fièvre spirituelle que seul Pascal lui avait inspirée. C'est la lecture de *La Pesanteur et la Grâce* qui lui avait communiqué la révélation qui continue à l'éclairer. Il nous offre (2) quarante ans après un travail qu'il accomplit pour restituer l'impression générale reçue de l'oeuvre que l'on commençait alors à bien connaître, après que les amis et compagnons de la philosophe (Simone Pétrement, Gustave Thibon, le Père Perrin, Maurice Schumann) l'aient éditée et propagée. Son essai, bref, synthétique, constitue une excellente introduction pour ceux qui sont encore étrangers à une pensée qui s'ordonne tout autour d'une « vision tragique ».

Au moment où il rédige son essai, Saint Robert vient de lire *Le Dieu Caché* de Lucien Goldmann et y a découvert une grille de lecture qui convient à la philosophe du XX^e siècle, bien que Goldmann ait pour objet le Grand Siècle. « La vision tragique paraît devoir être le propre de génies inquiets de la race de Pascal ou Racine, et de Simone Weil - génies inquiets dont l'aspiration reste profondément mystique mais que l'emprise de l'exigence rationnelle enserme de toute part, et qui ne sauvent leur cohérence intime que par la conciliation des contraires, l'harmonie - qui sera pour Simone Weil d'essence pythagoricienne - d'une présence contrainte dans un monde refusé avec la perspective d'une vie meilleure en un monde inconnu, et caché ». Le

rapprochement est d'une vérité saisissante, d'autant que le sentiment de la grandeur qui résulte d'une telle vision et d'une telle volonté de rationalité détermine un engagement total que Goldmann définit comme « l'acte significatif de l'être qui refuse le compromis et le relatif au nom d'une exigence essentielle de vérité et d'absolu ». Pourtant, n'appartenant pas au Grand Siècle, Simone Weil ne part pas de la foi qui est celle de Racine et de Pascal. L'un et l'autre ont certes traversé l'épreuve d'une conversion, mais le christianisme qu'ils retrouvent n'est pas étranger à la culture du temps comme il le fut pour la jeune normalienne, militante révolutionnaire qui respirait l'athéisme comme son air naturel. La ressemblance est d'un type plus décisif encore si l'on comprend que la démarche pascalienne s'adresse à un monde qui naît et annonce la culture athée. Pascal converti partagera l'accablement de qui reste muet face au mystère de l'univers.

Autre parenté : le rationalisme. Pascal a mordu à Descartes, Simone Weil est cartésienne. Elle ne cède rien sur la raison et sur un matérialisme méthodologique dont pourtant son platonisme la délivre dès que la raison n'est plus satisfaite. Mais chez l'auteur de *La Condition ouvrière*, la philosophie ne saurait être isolée de l'histoire qu'elle vit et de la souffrance humaine qu'elle veut partager. Étrange révolutionnaire que cette intellectuelle qui, précédant nos universitaires maos, va à l'usine pour partager la vie des travailleurs jusqu'à l'épuisement. Elle milite dans les organisations les plus extrêmes, mais elle n'est pas une idéologue perdue dans ses nuées. Rapidement, elle perçoit les limites et les erreurs de l'eschatologie révolutionnaire. Et ce n'est pas parce qu'elle aurait été acquise à on ne sait quel réformisme résigné.

Il y a certes de l'idéalisme chez la militante, même chez l'intellectuelle qui approuve les accords de Munich pour sauver la paix. Mais cet idéalisme ne se sépare pas d'une conscience tragique qui modifie la perspective. Sur ce point encore, le recours à Goldmann est précieux parce qu'il permet de comprendre pourquoi Simone Weil dépasse le marxisme sans se résoudre à abdiquer devant l'injustice. Car, pour Goldmann, le tragique débouche sur une perception qui implique le « refus radical d'accepter ce monde comme seule chance et seule perspective de l'homme [...] C'est pourquoi la vision tragique est... un retour à la morale et à la religion, à condition de prendre ce dernier mot dans son sens le plus vaste de foi en un ensemble de valeurs qui transcendent l'individu ».

C'est ici que se produit sans doute le tournant, la conversion si l'on veut, où la révolutionnaire se fait mystique, adoptant le cheminement inverse de la mystique qui se convertit en politique, si bien fustigée par Péguy. C'est l'exigence découverte au coeur de l'action politique qui provoque un accomplissement que la pensée de la philosophe ne pouvait qu'assumer. Philippe de Saint Robert termine son essai sur la mystique impatiente qui demeure au porche du christianisme tout en y reconnaissant tous les articles de sa foi, une foi qui est radicalement christologique. On méditera sur ce qu'il dit de la mort de la jeune femme : « la grandeur de Simone Weil reste d'avoir choisi son innocence et sa mort. Elle qui disait : la vérité est du côté de la mort, elle s'est brisée, lucidement, dans un élan qu'elle savait sans retour, avec une énergie qu'on admire et qu'on tremble de désirer ».

(1) Simone Weil - « Oeuvres choisies » - Quarto/Gallimard - prix franco : 165 F.

(2) Philippe de Saint Robert - « La vision tragique de Simone Weil » - Ed. François-Xavier de Guibert, 75 p. - prix franco 80 F.

par Gérard Leclerc



Crépuscule d'un géant

Voici près de trente ans, le 9 novembre 1970, s'éteignait l'un des géants de l'histoire de France, le général de Gaulle.

Journaliste à l'AFP, fils de l'auteur de *Thérèse Desqueyroux*, Jean Mauriac eut l'insigne privilège de partager l'intimité du fondateur de la V^e République.

Dans ce limpide et court récit, aujourd'hui réédité avec bonheur, il nous donne à découvrir les dix-neuf mois séparant le départ de l'Élysée, en avril 1969, et la disparition physique du grand homme.

Dix-neuf mois d'une retraite que le général consacre aux voyages (en Irlande, en Espagne), à la lecture, à la rédaction de ses Mémoires. Dix-neuf mois aussi où il reçoit les membres de sa famille, ses proches, ceux qui, en dépit des vicissitudes de la vie politique, n'ont pas trahi son amitié et lui sont restés fidèles : ses derniers aides de camp, ses anciens collaborateurs, Léon Noël, Michel Debré, François Goguel...

Avec un remarquable talent, l'auteur nous brosse le portrait sobre et attachant d'un de Gaulle confronté à la souffrance, à l'ingratitude, à l'idée de la mort prochaine.

Portrait d'un « homme d'État » à stature historique qui, évoquant le référendum perdu, prophétise : « Je ne le regrette pas pour moi, mais pour la France qui ne connaîtra pas, avant longtemps, de vraies régions et qui va entrer dans la médiocrité. Depuis onze ans, les Français étaient fatigués de rester sur les hauteurs ».

Apprivoisant la solitude jusqu'à l'aimer, l'homme du 18 juin se laisse volontiers gagner par le pessimisme. Et, si, consacrant ses dernières forces à sa tâche d'écrivain, il

est condamné à revivre le passé, c'est à la jeunesse qu'il entend s'adresser. Qu'elle sache qui il était, ce qu'il a fait : « Si donc ce qui a été fait à mon appel et suivant mon action, depuis quelque trente ans, pour rendre à notre pays sa raison d'être, son rang et sa vocation universelle, doit devenir un jour le ferment d'un nouvel essor national, confesse-t-il, je n'aurai depuis l'autre monde qu'à remercier Dieu du destin qu'il m'a fixé ».

Sans nourrir d'illusions quant à l'avenir de la France, il continue de s'intéresser aux grands événements du monde (ne vient-on pas de marcher sur la lune ?). Hanté par la perspective de ne pouvoir terminer ses Mémoires, il reconnaît que le seul jugement qui lui importe est celui de l'Histoire, non celui (souvent injuste) des hommes.

En l'espace de quelques mois, la mort ravit quatre compagnons de la première heure : Georges Catroux, René Capitant, François Mauriac (qui, mieux que nul autre, « savait, grâce à l'écrit, atteindre et remuer le fond des âmes »), Edmond Michelet.

Écrit à l'encre de la pudeur et de la nostalgie, le texte admirable et émouvant de Jean Mauriac nous dépeint le quotidien d'un personnage illustre et grandiose, héros shakespearien par essence, dont la vie avait fini par rassembler à celle des autres vieillards : « plus peuplée de morts que de vivants ».

Michel TACK

Jean Mauriac - « Mort du général de Gaulle » - Grasset, Coll. Les Cahiers Rouges, 1999 - prix franco : 49 F.

Quand tombe le masque

Plus qu'un roman, François Gibault se met à nu dans une biographie des plus virulente où l'absurde se mêle à la vérité.

François Gibault est connu avant tout pour son attachement à Céline. Il sera du reste l'éditeur et le préfacier de *Rigodon*, l'ouvrage phare du célèbre écrivain, sans oublier une bibliographie en trois volumes (1). Cependant, François Gibault étonne ici avec la parution de son second roman *Un cheval, une alouette* (2). De son propre aveu, il qualifie son livre de « brouet » et de « curieux potage ». Modestie ou pure lucidité ? Seul le lecteur est à même de juger mais il est certain que l'adjectif curieux lui sied fort bien. Présenté comme un roman, c'est avant tout une biographie où l'auteur s'y livre tout entier. Contre tout anathème, il choisit la parti de l'impudeur. Il se caricature lui-même, apparaissant comme un bouffon tout comme les gens qu'il décrit. Et c'est là toute son ingéniosité : l'homme ridicule et grotesque n'a pas de frontières et peut tout se permettre, il enfonce les portes comme la bourrasque détruit tout sur son passage. Personne n'y échappera. Le résultat est alors éminent ; il signe un apogée des plus cinglant.

Homme de robe, son style est pressant et incisif mais aussi homme d'épée il tire le fer et frappe de taille et d'estoc sur tous ses malingres antagonistes infligeant moult plaies comme il écrit pour cicatriser les siennes. L'humour, noir et grinçant, est

d'une rare efficacité comme cet épisode où deux plénipotentiaires dissertent en secret sur la valeur artistique des 2^e et 3^e. En outre, c'est un livre gorgé de tendresse et d'amour envers diverses personnalités rencontrées au cours de son singulier destin : Sagan, Malraux, Dubuffet et bien d'autres encore et Céline bien sûr. Mais plus qu'un hommage, c'est de la reconnaissance qu'il leur voue, une ingénue gratitude pour son *âme grandie*. De l'avanie, on passe au discours lénifié. Aussi décousu soit son oeuvre, tel est le paradoxe du livre, on ne s'étonnera alors nullement de la fin qui pourrait être son commencement. C'est là toute la personnalité de François Gibault : il préfère l'interdit et l'étrangeté à tout autre chose. Thuriféraire anarchiste, sa main est aussi blanche que son esprit est gorgé de morgue : « Dans leur dos je dis des choses épouvantables et je rêve de faire sauter la terre entière ». Cette phrase résume à elle seule toute la dimension de son livre. En l'écrivant, il porte le coup léthal à toutes les fausses institutions et nous permet par la même occasion de respirer un grand bol d'air frais.

Aymeric DARAN

(1) publiée au Mercure de France, 1977-1985 - Les trois volumes prix franco : 447 F.

(2) François Gibault - « Un cheval, une alouette » - La Table Ronde, 2000 - prix franco : 100 F.

Coeur haut et fortune basse !

Voilà une souscription qui démarre à trop petit trot à mon gré... Presque un mois pour dépasser les 10 000 F ! A ce rythme là nous risquons de ne pas atteindre notre objectif, qui, je le rappelle, est de 50 000 F d'ici la fin juin. N'étant pas d'un naturel pessimiste, je préfère ne pas énoncer ici les conséquences que cela entraînerait... Alors, de grâce, vous tous qui appréciez la lecture de *Royaliste*, qui pensez que notre journal est un élément indispensable de la réflexion, ne me laissez pas plus longtemps dans l'incertitude. Participez à la souscription, participez-y généreusement !

Yvan AUMONT

2^e liste de souscripteurs

Jean Adda 150 F - C.A. (Paris) 400 F - André Brimont 100 F - Paul Chassard 420 F - Michel Cornet 300 F - Jean-Pierre Dauvillier 50 F - Marc Desaubliaux 300 F - P.J. Durbise 100 F - Yves Gillet 274 F - Pierre Goubert 400 F - Jacques Leflaive 500 F - Christian Libens 100 F - Denis Matton 1000 F - Gabriel Matzneff 200 F - Alain Mercier 190 F - Christian Mory 200 F - François Tanne 500 F - Fabrice Vergnole 80 F.

Total de cette liste : 5 264 F
Total précédent : 6 013 F
Total général : 11 277 F.

Sur les étagères et sur la Toile

On retrouvera les livres de nos amis dont nous avons parlé dans les précédents numéros de *Royaliste* sur internet. Allez visiter leur site, mais n'oubliez surtout pas de nous commander leurs livres !

♦ Fabrice O'Driscoll - « Ils ne siègent pas à l'ONU » - prix franco : 145 F (voir *Royaliste* n° 749).
<http://www.geocities.com/CapitolHill/5829/>

♦ Philippe Delorme - « Louis XVII, la vérité » - prix franco : 96 F (voir *Royaliste* n° 749).
http://www.dromadaire.com/phdelorme/LouisXVII_ADN

♦ François-Marin Fleutot - « Des royalistes dans la Résistance » - prix franco : 149 F (voir *Royaliste* n° 747).
<http://www.ifrance.com/royalistes-resistants>

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

res français se sont ralliés à la « pensée unique », *Le Monde Diplomatique* est devenu le journal de référence de tous ceux qui veulent résister à l'ultra-libéralisme. Cette résistance intellectuelle a trouvé son prolongement dans la création d'une organisation militante, *Attac*, qui connaît un développement rapide et significatif. « Vaincre l'ultra-libéralisme, est-ce possible ? » Telle est la question à laquelle nous réfléchirons en compagnie de **Bernard CASSEN**, président de l'association *Attac* et directeur général du *Monde diplomatique*.

● Mercredi 17 mai : De temps en temps de soi-disant « légitimistes », à grand renfort de pseudo-arguments historico-juridiques, tentent de faire valoir les revendications d'un prince espagnol sur la couronne de France. Mais, dans cette querelle entre Bourbons d'Espagne et Bourbons-Orléans, l'histoire n'a-t-elle pas déjà tranché ? Historien et généalogiste dont la compétence est attestée par des travaux et des publications d'une grande rigueur, **Philippe de MONTJOUE** viendra nous rappeler les règles de « La légitimité dynastique » et nous dire comment et pourquoi elle s'incarne aujourd'hui dans la personne du comte de Paris.

● Mercredi 24 mai : Alors que la plupart des grands quotidiens et des hebdomadaires

● Mercredi 31 mai : Brièvement émise dans un de nos éditoriaux, l'hypothèse d'un « roi athée » a suscité parmi nos rédacteurs et les lecteurs de *Royaliste* un débat auquel nous avons fait écho. Pour le prolonger **Bertrand RENOUVIN** s'interrogera sur « Religion, religions et royauté en France » au cours d'un exposé destiné à approfondir, au fil de la critique, notre réflexion sur ce sujet qui concerne tout autant ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'européisme en agonie

A l'heure où la crise de l'euro souligne de manière spectaculaire l'effondrement de l'édifice communautaire européen, nous ne nous mêlons pas au chœur des pleureuses ni à ceux qui chantent victoire. Les européistes mesurent les conséquences désastreuses de leur aveuglement volontaire, sans songer aux prix des sacrifices qu'ils ont imposé aux peuples européens. Les « souverainistes » dépérissent aussi vite que leurs adversaires, parce qu'ils se sont dressés contre des dangers imaginaires (l'Allemagne unifiée) sans proposer de nouvelles perspectives aux nations de notre continent.

Passons notre chemin. Sans regrets ni aigreurs, il nous faut simplement procéder à quelques observations cliniques.

1) Si la chute de l'euro paraît incompréhensible, c'est que les dirigeants européens se trompent dans l'analyse des phénomènes monétaires. Il est stupide d'affirmer que « l'euro défie les lois de l'économie » (1) puisqu'une monnaie n'est pas le reflet des données matérielles fondamentales, puisque ses mouvements ne résultent pas de l'application des fausses lois économiques énoncées par les libéraux, puisqu'il n'y a même pas de théorie libérale de la monnaie.

De fait, le yen monte alors que l'économie japonaise va mal, le dollar monte aussi alors que la croissance américaine ralentit, et l'euro baisse alors qu'on nous répète que « les fondamentaux sont bons ».

2) Tout s'éclaire si l'on considère que les taux de change (dollar/euro, yen/euro) varient en fonction des achats et des

ventes effectués par ceux qui ont besoin de devises (pour commercer, pour voyager) mais surtout par les spéculateurs qui agissent et réagissent en fonction de rumeurs et de croyances étrangères à la technique et à la science financière. Dès qu'il a compris cette logique de parieur, un simple citoyen en sait plus que tous les experts européens. L'euro baisse parce que tout le monde pense qu'il va baisser, et la baisse effective donne raison à ceux qui ont vendu de l'euro malgré les déclarations rassurantes de MM. Fabius et Duisenberg.



3) La baisse de l'euro sur le marché des changes n'est pas catastrophique. Au contraire, elle constitue une forte dévaluation qui est favorable à nos exportations. Mais elle sème le désarroi dans les milieux européens car elle détruit leur religion de la monnaie forte, ridiculise leur prétention à affronter victorieusement le dollar et invalide leur discours sur la « forteresse euro » qui nous protégerait des assauts spéculatifs.

4) Prévisible et prévu, l'échec de l'euro est dû aux eurocrates. Ils ont fabriqué un système

confus et éclaté de gestion monétaire, provoquant nécessairement des conflits de compétence et des oppositions sournoises et qui a surtout favorisé la dilution des responsabilités et l'indécision généralisée. Ils ont cru que le lancement de l'euro, simple unité de compte, monnaie virtuelle, serait le choc miraculeusement créateur (le Big Bang comme on dit à Bruxelles) de l'union politique : hypothèse contraire à la raison et à la logique politiques puisque la monnaie suppose l'existence d'un pouvoir souverain - que les Quinze sont incapables de se donner.

5) Qu'elle s'atténue provisoirement ou qu'elle empire, la crise de l'euro est le signe annonciateur d'une agonie : celle de la construction ouest-européenne née dans l'après-guerre, cimentée par la guerre froide et qui se défait faute de convictions fortes et de projet ambitieux. Abstention massive aux dernières élections européennes, discrédit de la Commission Prodi, échec programmé de la conférence sur la réforme des institutions : tout annonce la mort de l'euro-péisme, à commencer par ceux qui en furent les plus chauds partisans. Ainsi Jacques Delors qui dénonce (2) tout à la fois le « mensonge » et l'« improvisation », le manque de volonté et d'ambition des dirigeants européens qui, « au nom d'un prétendu réalisme, ont conduit l'Europe dans l'impasse actuelle et qui exigent maintenant qu'on trouve des solutions à leur fuite en avant ».

La mort annoncée de l'euro-péisme nous place devant la nécessité de reprendre le projet de confédération des nations européennes de l'Atlantique à l'Oural. La tâche est exaltante. Qui saura l'accomplir ?

Bertrand RENOUVIN

(1) A la une du *Monde* du 29 avril, ce titre exprime bien le désarroi du milieu dirigeant.

(2) *Le Nouvel Observateur*, n° 1850, 20 avril 2000.